

Les coopératives d'activité en Ile-de-France

Le réseau Coopérer pour Entreprendre rassemble 75 coopératives de ce type en France, dont cinq en Ile-de-France, souvent organisées géographiquement et plus ou moins thématiques. Elles accueillent toutes les professions.

◆ **Coopaname** :

400 entrepreneurs, dont environ un tiers dans les métiers de la communication, du Web, des services aux entreprises, un tiers dans les services aux particuliers et un tiers dans l'artisanat d'art. Elle comprend en sus une antenne spécialisée « services à la personne », nommée Coopératifs ! [Paris 20^e, Paris 13^e, Nanterre (92), Aubervilliers (93), Bry-sur-Marne (94), Chevilly-Larue (94)] www.coopaname.coop

◆ **Port Parallèle** (Paris 11^e) : d'abord dédiée aux métiers de la communication, elle rassemble désormais près de 70 entrepreneurs de tous les secteurs, du consultant en compost d'immeuble au représentant de commerce. www.portparallele.com

◆ **Coopactive** (Val-d'Oise, Nord Yvelines, Nord Seine-et-Marne) : www.coopactive.net/accueil/index.html.

Une nouvelle coopérative d'activités doit aussi voir le jour prochainement dans le sud de la Seine-et-Marne.

D'autres coopératives accueillent des professions au statut juridique particulier.

◆ **Clara**, pour les professions culturelles et artistiques. Près de 70 entrepreneurs y cumulent en général deux casquettes, l'une plus créative, l'autre plus « rentable » : clown-formatrice en ressources humaines, journaliste-commissaire d'exposition, peintre-attaché de presse... www.cae-clara.fr

◆ **Alter-Bâtir**, pour les métiers du bâtiment (version éco-responsables), qui sont soumis à un régime d'assurance particulier : www.alterbatir.fr ■ M. B.



Xavier Romeyer pour TéléObs

A 60 ans, Jeanne Kolifrat a pu lancer sa société de cours de couture grâce à la coopérative Coopaname.

Retour à la coop

Plus de trente ans après l'échec de l'aventure Lip, le mot coopérative n'est plus tabou. Cette utopie pas si folle reprend même du poil de la bête, en version tertiaire.

Solution rêvée au chômage de masse par temps de crise, la création d'entreprise fait figure d'incroyable bouée de sauvetage. Pour preuve, le statut d'auto-entrepreneur cartonne (65 650 en Ile-de-France en 2009) et les pépinières et incubateurs sont systématiquement brandis comme gage de bonne volonté dans tout projet d'aménagement parisien. Qu'il ait ou pas une vocation économique d'ailleurs : le 104 (19^e) devait initialement accueillir une pépinière (en vain), le nouveau palais Brongniart promet d'incuber bientôt (*lire l'encadré*

page 17)... Dans l'ombre de ces concepts vendeurs se développent toutefois des structures moins glamour mais à l'efficacité tout aussi avérée : les coopératives d'activité et d'emploi. La région en compte cinq (*lire ci-contre*) et, notamment, la plus grosse de France, Coopaname, qui rassemble près de 400 entrepreneurs et connaît une croissance de 25 % par an. Crise ou pas crise. Leur particularité ? Ici, l'entrepreneur n'est pas indépendant mais salarié. En échange de 10 % de son chiffre d'affaires, la gestion juridique et administrative de son business est prise en

charge par une petite dizaine de permanents. Et si le bonhomme se lance ou tâtonne, il bénéficie de formations diverses (marketing, gestion...) et de rendez-vous individuels ultraréguliers avec un référent. En toute sécurité : il conserve ses droits sociaux et, quand il facture, reste bordé dans le salariat. Combien coûte le service ? Rien, la partie « aide à la création », la plus onéreuse et aléatoire, étant prise en charge par des subventions publiques (région, communautés d'agglomérations, villes, Fonds social européen). Et mieux : la coopérative est ouverte à tous ! Pas de sélection à l'entrée, pas d'ex-

clusion en cas de démarrage lent... « On est autonomes dans un cadre que tout le monde a intérêt à respecter », résume Stéphane Veyer, directeur de Coopaname.

Jeanne Kolifrat, couturière d'une soixantaine d'années, a mis plus de quatre ans à lancer sa boîte Piquéoud (www.piqueoud.com). Pendant un an, elle a déprimé. Pendant une autre année, elle a squatté les bureaux de Coopaname dans le 13^e à défaut de pouvoir s'offrir un local. Tenace, elle propose désormais des cours de couture très courus, chez elle, à Draveil (91), et aussi dans un appartement du 18^e acheté à cet effet. « Depuis un an, mon chiffre d'affaires a augmenté d'un tiers. Surtout grâce à des jeunes de 20-30 ans qui ne savent même pas ce qu'est une cannette de machine à coudre mais qui ont envie de toucher la matière. » Sur la base de son chiffre d'affaires, Coopaname la rémunère 2 000 euros par mois, avec fiche de paie s'il vous plaît, et a embauché pour elle une aide de camp. « Je suis devenue une femme d'affaires alors que j'étais totalement nulle avec les chiffres ! »

Dalila Zerf, coiffeuse, 52 ans, mère célibataire avec deux ados, est venue chercher le même sou-

tien. « Je voulais me mettre à mon compte mais n'ai pas l'âme d'une chef d'entreprise ! La coopérative m'a permis de démarrer de manière rassurante et rapidement, et on n'est pas seule à lutter pour gagner sa vie. » Elle touche aujourd'hui 500 euros par mois, mais a trouvé un *modus operandi* sur mesure : coiffeuse nomade, elle propose des couleurs naturelles sur rendez-vous dans des salons de coiffure, principalement au Cabinet d'Hair Therapy (11^e, www.hairtherapy.fr).

Le risque mutualisé, c'est la force du concept. Et ce qui l'inscrit dans le vaste champ de l'économie sociale et solidaire. Certes, d'autres entrepreneurs, plus prosaïques, y trouvent le moyen de se débarrasser de la paperasse, comme avec une société de portage. « Mais ici, on ne vous juge pas, explique Jean Colladon, qui a d'abord fréquenté ces prestataires de service. Je suis allé chez Coopaname quand j'ai voulu ajouter à mon activité de formateur en marketing une casquette d'artisan d'art-ébéniste. La coopérative m'accompagne dans ma multi-activité, un vrai casse-tête administratif, sans me coller d'étiquette. » Et si là se dessinait l'économie de demain ? ■ Morgane Bertrand

Obs^{nouvel}

Semaine du 17 avril 2010.

Pages 16 et 17

Le palais Brongniart, rendez-vous manqué de l'économie solidaire ?

Il y a quelques années, Jacques Boutault, seul maire Vert de la capitale (2^e), se prenait à rêver d'une petite révolution place de la Bourse. Ce palais Brongniart, commandé par Napoléon pour devenir l'épicentre de la finance parisienne, devenu dans les années 1980 un haut lieu des assemblées générales des actionnaires sous la houlette du consortium Euronext, ce symbole du capitalisme en marche, pourquoi ne pas le transformer en repaire de l'économie sociale et solidaire ? Las. Parmi les trois candidats à la succession d'Euronext, la Ville a opté pour... la réforme. Préférant au Groupe SOS, fer de lance du solidaire, GL Event, organisateur de salons tout ce qu'il y a de plus classiques. Pour coller au cahier des charges, le futur exploitant (il le sera définitivement à la suite d'un vote au conseil de Paris le 10 mai prochain) a tout de même inclus dans son projet un peu d'éthique : des bureaux accueilleront un incubateur d'entreprises du développement durable et des nouvelles technologies, des « têtes de pont » de cette économie (Vigeo par exemple) et... des « capital-risqueurs » susceptibles d'investir dans ces jeunes pousses. L'économie sociale et solidaire, mais à la sauce Milton Friedman. ■ M. B.